

PRÉFECTURE

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques et installations classées
SK/886

A R R E T E

**du 13 JUIL. 2017 portant mise en demeure à la société
KERMEL de respecter les dispositions de l'arrêté
ministériel du 31 janvier 2008 modifié réglementant son
site de Colmar**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L172-1, L171-6, L171-8, L511-1, L514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié par les arrêtés du 26 novembre 2008, du 26 décembre 2012 et du 11 décembre 2014 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 octobre 2004 autorisant la société KERMEL située 20 rue Ampère à COLMAR pour l'exploitation d'une installation de fabrication de polymères relevant de la rubrique 2660 de la nomenclature des ICPE ;

VU le rapport du 14 juin 2017 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées constatant que l'exploitant n'a pas transmis la déclaration de ses émissions de polluants et de déchets produits en 2016 avant le 31 mars 2017,

VU le projet d'arrêté porté le 14 juin 2017 à la connaissance du demandeur pour observation dans un délai de 8 jours ;

VU l'absence d'observations présentées par le demandeur ;

CONSIDERANT que la société KERMEL est soumise à autorisation et exploite une installation de fabrication de polymères

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas respecté l'échéance réglementaire fixée au 31 mars 2017 pour l'année 2016 et n'a pas transmis à l'inspection des installations classées les données

relatives aux émissions de polluants dans l'air, l'eau, le sol et les déchets, via l'application GERP ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'observation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

ATTENDU qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut Rhin,

ARRÊTE

Article 1er :

La société KERMEL, sise 20 rue Ampère à Colmar, est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations de fabrication de polymères, de déclarer, **dans les 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, ses émissions de polluants dans l'air, l'eau, le sol et les déchets pour l'année 2016 afin de respecter l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, sur l'application GERP.

Cette application est disponible à l'adresse : www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr

Article 2 :

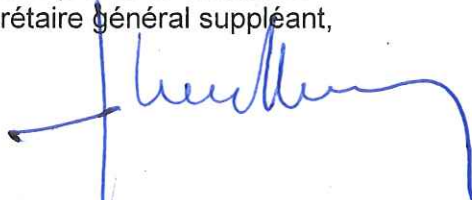
Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et la directrice régionale de l'environnement, l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la société KERMEL.

Fait à Colmar, le **13 JUIL. 2017**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet de Mulhouse
secrétaire général suppléant,



Jean-Noël CHAVANNE

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.